



SOLIDAIRES AUX FINANCES
SOLIDAIRES Finances Publiques - SOLIDAIRES CCRF &
SCL - SOLIDAIRES-DOUANES -
SOLIDAIRES I.D.D. - SUD INSEE - SUD
ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI - SUD CDC -
SUD CNP - SNABF-SOLIDAIRES
93bis, rue de Montreuil 75011 PARIS
solidairesfinances@solidairesfinances.fr -
<http://www.solidairesfinances.fr>



SECTION SARTHE

COMPTE-RENDU DU CDAS DU 26 juin 2023

A l'issue de la lecture des déclarations liminaires, qui ont surtout évoqué des sujets d'ordre national, le Président a indiqué que la réunion tant attendue des Présidents de CDAS n'avait toujours pas eu lieu. Le *Carlton* n'était pas disponible... Il a donc admis qu'il n'avait que peu de réponses à apporter aux diverses interrogations. Pour ce qui concerne la formation des membres du CDAS, le délégué a néanmoins précisé qu'une formation d'au moins une demi-journée serait dispensée.

☞ **Approbation du PV du CDAS du 3 avril 2023.**

Le PV a été approuvé.

☞ **Compte-rendu d'activité 2022 de la délégation de la Sarthe.**

673 actifs, 413 enfants de 0 à 17 ans, et 1 011 retraités ont été concernés par l'Action Sociale en 2022. Le budget 2022 s'est élevé à 24 472 € dont 17 497 euros consacrés à l'arbre de Noël. 2 757 euros ont été consacrés aux retraités et 4 227 euros aux actifs. Sur les 17 497 euros dévolus à l'arbre de Noël, 9 515 euros ont été affectés à la participation au spectacle de l'ASN.

Pour ce qui concerne la petite enfance, deux berceaux sont réservés par la délégation à la ville du Mans. Le coût de réservation s'élève à 10 000 euros. A ce jour, les deux berceaux sont libres...

Pour ce qui concerne l'aide à la parentalité 25 dossiers CESU 6-12 ans pour un montant total de 9 820 € ont été déposés en 2022. Les subventions séjours enfants, ont bénéficié à 40 enfants pour un montant global de 892 euros.

La restauration collective demeure le budget principal de l'Action Sociale. 569 agents ont bénéficié de la restauration collective dans le département. 65 638 repas ont été servis pour un financement global de 200 860 €.

15% de l'effectif départemental continue de bénéficier de tickets restaurants soit 98 agents, pour un coût global de 53 238 € (3€ par titre).

380 € ont été consacrés à l'équipement des coins repas.

Pour ce qui concerne les prêts et aides ALPAF, 47 dossiers ont été accordés dans le département, pour un montant global de 94 165 €.

Pour ce qui concerne les prestations EPAF 2022, 214 agents actifs ou pensionnés ont bénéficié des séjours vacances. 72 enfants sarthois sont partis en colonies de vacances avec EPAF.

Le portail de l'Action Sociale connaît un certain succès : 2 088 connexions en 2022 contre 1 093 en 2021.

☞ **Nouveautés nationales.**

L'aide au logement étudiant passe de 400 à 500 euros pour les étudiants en zone 1 (grandes métropoles). Les conditions d'obtention vont devenir également plus favorables. Cette nouvelle mesure entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

Une nouvelle aide à la parentalité : le chèque sport finances est créée, elle représente 80 euros si le quotient familial du demandeur est inférieur à 13 000 € ,ou 50 euros si le quotient familial est supérieur à 13 000 € et inférieur à 26 000 €.

Le CESU ministériel aide à la parentalité est étendu jusqu'aux 14 ans révolus de l'enfant, et les montants du barème de ressources sont revalorisés de 5%.

Un nouveau référencement interviendra au 1^{er} janvier 2025 pour la mutuelle des agents des Finances. L'adhésion à cette mutuelle sera désormais obligatoire, mais quelques dérogations, dont la liste n'est pas arrêtée seront prévues. En contrepartie, une prise en charge (presque 50%) de l'employeur est prévue. A priori, les retraités seront les grands perdants de cette mise en place, puisqu'ils ne bénéficieront pas de la prise en charge de 50% de la part de l'employeur.

☞ **Crédits d'Action locales : point sur les actions en cours.**

Le budget global des Crédits d'Action Local (CAL) d'un montant de 24 142 € a été abondé de 75 euros. Il s'agit d'un retour des cartes cadeaux de Noël 2021, qui n'ont pas été utilisées.

La proposition de sortie à Blois a rencontré un vif succès. Un car de 53 personnes est d'ores et déjà complet. La liste d'attente est assez importante. Malgré la demande du délégué auprès du voyageur, il n'y a pas eu de possibilité d'obtenir un car plus important pour répondre aux demandes. Il reste un montant de 1 108 € qui pourra être affecté ou pas à une seconde sortie.

Hors CAL, l'Action Sociale est partie prenante de la manifestation sport et santé initiée par la MGEFI. A ce jour, il y a 41 inscrits. Il s'agit d'une sortie au lac de Maine à Angers. Cette action aura lieu le 28 septembre.

Le CDAS a décidé de reconduire l'organisation de l'arbre de Noël comme l'an dernier. Le montant des chèques cadeaux dans le cadre de cet arbre de Noël sera de nouveau de 20 € pour les 0-10 , 25 € pour les 11-12 ans, et 30 euros pour les 12-14 ans.

☞ **Actualités restauration.**

La prime interministérielle est passée récemment de 1,39 euros à 1,53 euros, mais uniquement pour les restaurants assujettis à la TVA (donc hors Mamers et La Flèche).

Les restaurants financiers de Mamers et La Flèche ont été évoqués. Ces restaurants doivent être gérés par le biais d'une association. Faute de bénévoles, ces associations sont fragiles, et risquent de disparaître. La présidente par intérim à Mamers a d'ailleurs fait part de sa volonté de cesser toute activité au sein de l'association au 31 décembre.

Déclaration liminaire au Comité Départemental d'Action Sociale du 26 juin 2023

Monsieur le Président,

La semaine dernière, pour la première fois, les représentants de Solidaires pour l'Action Sociale dans nos ministères étaient invités au congrès annuel des élus en comités d'établissements. Cette année, c'était le CE de TOTAL qui était chargé de l'organisation. Autant vous dire qu'avec leur budget de plus de huit milliards d'euros pour 100 000 salariés, le déjeuner était sympa. Nous avons vu défiler moult canapés et flûtes de champagne, suivis par un bataillon d'assiettes de caviar accompagné de ses toasts grillés. La sole meunière façon Paul Bocuse suivait de près, talonnée par l'entrecôte de bœuf accompagnée de ses petits légumes. La farandole des desserts élaborée par Alain Ducasse lui-même est venue clôturer ce copieux repas.

Inutile de dire que l'après-midi n'a pas été très productif. Heureusement, cette manifestation était organisée au *Carlton* de Cannes, qui comme chacun sait, est doté d'une grande piscine avec de nombreux transats et de confortables bouées gonflables...

Ce déjeuner a aussi été l'occasion de rencontrer les élus des CE de BNP PARIBAS, qui disposent de près de 79 millions d'euros de budget, ceux de SANOFI, environ 70 millions, ceux de NATIXIS (11 millions d'euros), ceux de la RATP, d'EDF, d'AIRBUS, d'AIR France..., tous assez à l'aise financièrement. Un peu plus que nous en tout cas.

Il faut bien vous avouer, Monsieur le Président, que quand, au fil des discussions, nous avons dû révéler que nous disposions d'à peine 4,5 millions d'euros pour 129 199 agents, nos homologues ont un peu rigolé. Heureusement que nous avons les élus d'ONET pour nous consoler, car, avec un euro par agent et par an, ils ne sont guère mieux lotis que nous !!!

Le plus dur, ça a été quand nous leur avons expliqué que cette année la sortie des actifs aurait lieu à Blois... Les copains de TOTAL, car on devient vite copains dans les congrès, surtout au bord d'une piscine, et quand tout est gratuit, ne savaient même pas où c'était. Un élu de BNP PARIBAS, qui, fruit du hasard, est justement originaire de Blois, s'est lui bien juré de ne jamais y remettre les pieds. Nous, au début, on trouvait ça sympa Blois... Mais on a changé d'idée quand ils nous ont expliqué que leurs sorties à eux, car il y en a plusieurs par an, c'était plutôt une semaine à Minorque, un petit trek au Costa-Rica, ou encore la découverte du Wyoming en un week-end... Heureusement, une fois de plus, les élus d'ONET nous ont réconforté. Leur sortie cette année, c'est la visite gratuite de l'extérieur du Stade de France. Mais comme nous semblions un peu ébahis, ils ont tenu quand même à nous préciser que le trajet à métro restait à leur charge...

Après ce congrès au cours duquel nous avons réellement pris conscience de notre décadence Monsieur le Président, nous ne pouvons que vous alerter sur l'état de notre Action Sociale. Une Action Sociale dont les moyens baissent année après année.

Une Action Sociale pourtant autrefois enviée par les autres administrations.

Une Action Sociale originellement destinée au plus grand nombre, qui devait faciliter la vie quotidienne des agents, leur permettre de manger équilibré, de prendre des vacances à prix raisonnable.

Une Action Sociale construite petit à petit, qui depuis 1989 n'a cessé de s'améliorer par

un élargissement des prestations, par l'amélioration du réseau des délégations, par une meilleure couverture de l'ensemble du territoire...

Mais, une Action Sociale qui se régionalise, et qui s'éloigne des préoccupations locales.
Bref, une Action Sociale en cours de démantèlement...

Monsieur le Président, Solidaires Finances a fait, et continue de faire de l'Action Sociale un axe majeur de son action et de ses revendications. Nous nous opposerons à son démantèlement à tous les niveaux.

Pour notre fédération, les moyens financiers, humains, l'organisation ministérielle départementale et de proximité doivent être renforcés et pérennisés. L'Action Sociale doit être en mesure de répondre rapidement et efficacement aux demandes et aux besoins de tous les agents actifs et retraités de nos ministères.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, Monsieur le Président, que nous pourrons faire bonne figure et représenter dignement nos ministères au congrès des élus en CE de 2024 organisé par Microsoft à Sydney...

